

Comprendre et réfuter, une analyse de l'idéologie progressiste

Partie 1: Oppression, privilèges et libertés

Je n'aime pas parler de moi lorsque je fais de la réflexion politique. Du moins j'aimerais bien ne pas avoir à le faire. Pourtant ici, je n'ai pas le choix pour introduire mes propos.

Au début des années 2010, quelque part entre mes années collège et lycée, il m'arrivait de regarder France 2 à la télévision. C'est là que j'ai découvert l'humour noir, à travers une émission un temps populaire nommée «*On n'demande qu'à en rire*». Bien sûr, je n'avais déjà aucun scrupule à l'époque pour rire de tout. Mais je trouvais enfin, avec Jérémy Ferrari, l'occasion de rire de sujets sérieux comme la mort ou le handicap. Au fil des années, j'ai développé un sens de l'humour me permettant d'appréhender la vie avec sérénité, et occasionnellement de rire d'absolument tout. Considérant tout le monde comme égaux, il me semblait normal de pouvoir rire du juif comme je ris du chrétien, de l'invalidé comme du valide, etc. C'est d'ailleurs encore le cas aujourd'hui. Sauf qu'entre temps, le progressisme anglo-saxon a gagné nos frontières. Certes, l'humour subversif, politiquement incorrect, a toujours eu des détracteurs. Il n'y a jamais eu de liberté absolue dans les médias. Mais force est de constater que depuis quelques années, le climat n'est plus le même. Une comédie potache et lourdaude devient une cible à retirer des catalogues [1], un génie de la culture française (un certain Astier pour ne pas le citer) se fait taper sur les doigts pour sa série emblématique pas assez *woke*, et on ne compte plus le nombre de blagues faites à la télévision qui choquent les âmes sensibles de notre temps [2].

Aux racines de ce phénomène, la défense accrue des minorités et la mise en avant de la lutte contre les oppressions. Est-ce un mal, est-ce un bien? Peut-être n'auront nous pas de réponse à l'issue de cette première partie. Mais la question des oppressions demeure bien l'aspect central à aborder pour parler du progressisme. Comment identifier une oppression, existe-t-il une légitimité à ces combats, à qui peut-on se fier, sont autant de questions supplémentaires qui viennent alors. Il est temps de traiter ce sujet de fond en comble.

La difficile définition de l'oppression

On en parle pas assez, mais définir les termes utilisés, c'est extrêmement important. A titre d'exemple, la confusion est souvent faite entre féminicide – le meurtre d'une femme parce qu'elle est femme – et crime conjugal – le meurtre de son conjoint pour une raison propre à la vie de couple- . Les mots ont un sens, ils permettent de mettre un nom sur les choses. Quelle est donc cette chose définie par le terme oppression?

Depuis 1789, on sait que résister à l'oppression est un droit naturel de l'Homme. C'est ainsi que les révolutionnaires français ont entendu consacrer cette notion. D'après Wikipédia, l'approche sociologique verrait l'oppression comme une discrimination systématique d'un groupe social sans que cela ne soit nécessairement structurel. Toujours selon Wikipédia, l'approche libertaire de l'oppression distinguerait quatre oppressions fondamentales, le patriarcat, le capitalisme, le nationalisme, et le racisme. Il va sans dire que cette vision correspond parfaitement à l'idéologie progressiste.

Pour rendre cette définition plus consistante, j'ai jeté un petit coup d'œil à ce que se faisait sur YouTube, média majeur dans le milieu du militantisme progressiste. Bien que je ne sois probablement pas d'accord avec tout ce qui est dit dans cette vidéo, «*C'est quoi l'oppression* [3]» de la chaîne Politikon a retenu mon attention. Le travail qui a été fourni ici est tel que je me devais de pomper allègrement dedans (tout en créditant son auteur et ceux cités).

On y retrouve l'idée d'un groupe dominant. L'oppression serait utilisée dans des situations de domination envers des groupes sociaux placés en situation de minorité. Cela se traduit par des discriminations, des violences physiques ou verbales, des torts injustifiés et illégitimes. De plus, ces

injustices résulteraient de la structure même de la société et de son fonctionnement. Il est aussi fait mention des écrits de Simone Weil à ce sujet, notamment avec le concept de «fatalité», à là-fois pour le dominant et le dominé. L'oppression constitue une reproduction permanente de la manière dont est structurée la société; les groupes dominants peuvent préserver leurs avantages.

Sur la cible de ces oppressions enfin, la vidéo indique que les personnes opprimées appartiennent à un groupe social donné. Les critères les définissant comprennent notamment celui du sexe, du genre, de l'orientation sexuelle, du handicap...

Deux conceptions contemporaines de l'oppression sont exposées dans cette vidéo, émanant toutes deux de philosophes féministes. Pour celle d'Ann Cudd, on retiendra l'existence d'une «*contrainte injuste causant un tort*». L'idée que le groupe social dominant tire profit de cette oppression revient. Pour la conception d'Iris Marion Young, il existe cinq types d'oppressions, l'exploitation, la marginalisation, l'impuissance, l'impérialisme culturel et la violence.

Je vais donc baser ma critique de la notion d'oppression essentiellement sur cette vidéo, parce que la définition qui y est exposée est assez large pour que l'on ne puisse pas m'accuser de choisir ce qui m'arrange. En effet, si je suis passé par cette définition détaillée qui fait figure de constat, c'est avant tout pour développer un premier point de mon dossier: le caractère bancal de la notion d'oppression.

Le problème d'un terme fondamental bien trop bancal

Oppresser vient à l'origine du latin *opprimere*, que l'on peut traduire entre autre par étouffer. L'oppression est donc aussi une pression exercée. En cela, les différentes acceptions données plus hauts ne sont pas fondamentalement fausses, au contraire: le fait de presser nécessite un protagoniste actif, celui qui exerce la pression, et un protagoniste passif, celui sur qui s'exerce cette pression. Il s'agit bien là d'un rapport de domination, le terme latin *dominare* impliquait déjà la question d'une hiérarchie. L'aspect injuste est lui aussi valide selon moi, puisque la lutte contre l'oppression est une lutte objectivement morale. Nous sommes là dans le domaine de ce qui est moralement acceptable et inacceptable. Une situation injuste, selon Aristote, est une situation dénuée de caractère proportionnel et de ce fait inégalitaire. L'oppression désignant un rapport de puissance avec un dominant et un dominé ne peut alors être qu'injuste, car ce rapport n'est par nature pas proportionnel. De même, les torts qui en découlent ne peuvent être qu'illégitimes, une situation d'oppression n'étant en soit pas consentie (si l'oppression est consentie, il n'y a pas lieu de la traiter d'oppression, cela en deviendrait même paradoxal).

Enfin, oui, l'oppression est en théorie un moyen pour le groupe dominant de maintenir ses avantages. Mais c'est là que l'on entre dans le vif du sujet: la définition d'une oppression est très large. Par conséquent, un nombre extrêmement important de choses sont considérées comme des oppressions. L'oppression, dans la bouche des révolutionnaires de 1789, constitue bien le moyen pour le groupe dominant de maintenir ses avantages (à savoir ses privilèges). Avec le Comité de Salut public, cette conception de l'oppression s'offrira même une seconde jeunesse. Mais actuellement, le large éventail des oppressions ne peut pas correspondre à cette description.

Si l'on prend comme groupe dominant l'oligarchie financière, celle-ci se fiche bien d'opprimer les minorités LGBT. Certes, on pourra me rétorquer que le dominant dans le cas des oppressions anti-LGBT n'est pas l'oligarchie financière. Mais qui sont-ils alors? Les principaux coupables dans l'oppression des LGBT sont les fondamentalistes religieux, et plus généralement les franges les plus conservatrices de la société. Sont-ils des classes dominantes? Si l'on écoute les thèses progressistes, les musulmans et les juifs sont des minorités opprimées. Il ne resterait alors que les chrétiens comme classe dominante fondamentaliste anti-LGBT. Pourtant, les chiffres sont formels: plus de la moitié des musulmans interrogés dans un sondage du 26 juin 2019 [4] considéraient l'homosexualité comme une perversion sexuelle ou une maladie, loin devant les chrétiens. De plus,

en terme d'oppression contre la religion, les actes anti-chrétiens sont majoritaires [5]. Bien qu'il faille traiter les données chiffrées avec prudence, il faut néanmoins ajouter que 245 millions de chrétiens sont persécutés à travers le monde [6].

Dans le cas des oppressions LGBT, est-il vraiment possible de déterminer un groupe dominant? Dans la mesure où le mariage pour tous est inscrit dans la loi, là où l'interdiction de l'homosexualité l'est dans certains pays, le groupe dominant en matière d'orientation sexuelle est le groupe progressiste, s'il fallait l'opposer au groupe «conservateur». Le fait que la manif pour tous soit la risée d'une majeure partie de la population devrait orienter vers cet état de fait. On se dirigerait ainsi dans ce cas de figure vers des dominants individuels. Dès lors, la thèse d'une oppression maintenant des avantages ne peut pas tenir: il faudrait nécessairement que cette oppression soit structurelle, puisque les éventuels avantages dépendent des politiques publiques. Avec une oppression individuelle, la volonté de maintenir un quelconque avantage ne peut pas s'appliquer. Sans chiffres ou études à l'appui, je peux affirmer sans mal que l'oppression individuelle relève avant tout de l'ignorance et de la haine et de la peur de la différence. On peut aussi montrer cela avec le racisme et le cas de Rosa Parks: lorsque Rosa Parks est sommée d'aller s'asseoir à une place réservée à la population noire, cette situation n'est possible techniquement que parce que des lois permettent cette discrimination. Sans cela, rien ne pourrait venir supporter le discours raciste d'un passager par exemple.

Histoire de revenir sur les philosophes citées dans la vidéo, l'un des cinq critères possibles pour l'oppression selon Iris Marion Young pose aussi problème. L'impérialisme culturel, c'est à dire le fait que la culture et le fonctionnement social du groupe dominant soit posé comme une norme universelle, rendant les autres cultures et fonctionnements sociaux déviants, serait une oppression. Mais il y a ici selon moi confusion. Ce qui est appelé impérialisme culturel peut se confondre allègrement avec une simple situation de fait, qui s'appelle l'existence d'une civilisation et/ou d'une culture nationale. C'est là que l'on commence déjà à distinguer le deuxième problème de la notion d'oppression: l'assimilation irrationnelle de toute situation établie et/ou normale à une oppression.

Un abus d'assimilations irrationnelles de situations établies et de faits normaux à une oppression

Aux origines de la gauche politique se trouve la contestation d'une situation établie, l'ancien régime, et la volonté de changer cette société. Si tant est que l'on assimile la gauche primaire à l'idéologie révolutionnaire, on constate ainsi que le changement, l'opposition à une réalité donnée, serait inscrite dans le logiciel de pensée de la gauche. Bien entendu, c'est là une vision de ce qu'est la gauche, et je ne la partage pas intégralement. Néanmoins, elle est suffisante pour comprendre le problème suivant: en partant du postulat qu'il faille changer nécessairement de société politique, on finit par entrer dans une vision basée sur des automatismes plus que sur de la pure réflexion. Mathieu Bock-côté parlait en 2016 d'un courant déconstructiviste [7] et c'est selon moi ce qui illustre le mieux cette situation: les idées déconstructivistes, qui consistent à vouloir déconstruire la société pour en refaire une autre, conduisent inévitablement à la remise en question de tout ce qui se rattache au réel dès lors qu'elles sont appliquées par automatisme. Je ne parle pas pour autant d'une négation de la réalité, mais il s'agit là d'une contestation parfois aveugle de ce qui constitue des simples faits.

§1. Une diversité de cultures parfois en opposition

Si l'on reprend la pensée d'Iris Marion Young, l'impérialisme culturel est donc une oppression. La culture et le fonctionnement social du groupe dominant serait posée en norme universelle et menacerait donc les autres cultures. Premièrement, quelles sont donc ces cultures dominantes?

Tout d'abord, on peut penser à la culture française, apportant dans ses bagages la littérature française avant 1960, le cinéma français de De Funès et Audiard, les ouvrages architecturaux de l'ancien régime, la passion pour des souverains autoritaires mais porteur d'un rayonnement européen comme Louis XIV ou Napoléon I, ou encore l'image d'Épinal que les étrangers se font de Paris, son romantisme et son amour de l'art.

Une autre culture dominante et bien actuelle pourrait être la culture anglo-saxonne, et plus précisément le soft-power américain. Un nouveau lot d'images d'Épinal, avec ses campus et ses étudiants branchés, ses sportifs, un cinéma spectaculaire, une réussite en permanence basée sur le mérite du travailleur acharné, une famille protectrice, un patriotisme exacerbé, ...Ce n'est pas la culture américaine à proprement parlée, qui elle met l'accent notamment sur son court passé historique (mille fois plus intéressant que ces clichés ressassés juste avant), mais bien ce soft-power destiné à l'exportation.

Ces deux cultures sont incontestablement les deux cultures dominantes en France. Dominante parce que la première repose sur des siècles d'histoire, une histoire qui est justement le pilier central de la nation française. Dominante parce que la deuxième s'est importée progressivement avec le plan Marshall, et s'est immiscé de nos jours dans tous les domaines de la vie courante. Pour autant, je ne perçois toujours pas de rapport de domination qui puisse constituer une oppression. Dans le cas de la culture française, celle-ci est transmise à l'école au détriment d'autres cultures comme la culture du Maghreb, la culture africaine ou encore la culture asiatique. Mais ces autres cultures ne sont pas honnies pour autant. Dans les populations d'origine étrangère, nul doute que la culture de leurs racines familiales, notamment culinaires, se transmette encore. Et quant à la culture asiatique, essentiellement japonaise, elle s'est mariée plus qu'efficacement avec la culture geek, une culture auparavant rejetée et elle aussi dominante maintenant que le soft-power américain est pleinement affirmé. (les deux étant objectivement liés). Enfin, une culture associée à la banlieue et au milieu urbain s'est elle aussi développée depuis les années 90. Musicalement parlant, il est incontestable aussi que cette culture s'est imposée en France. Où peut-on donc trouver des oppressions alors?

Si l'on regarde de plus près l'impact du soft-power américain, on peut constater, en effet, des retombées négatives à rapprocher d'un comportement oppressif. Le fait de parler un mélange de français et d'anglais dans certains domaines commerciaux, notamment de la publicité, peuvent être agaçants pour une partie de la population française. De même, le fait de devoir subir l'omniprésence d'un genre musical que l'on affectionne pas du tout pourrait être assimilé à de l'oppression. Au regard de vraies oppressions, physiques ou psychologiques, il va s'en dire que ce serait malhonnête d'employer de pareils termes. Pour autant, ce sont bien là les seuls cultures dominantes qui puissent produire ce qui s'en rapproche le plus, des cultures dominantes souvent privilégiées et défendues bec et ongle par les progressistes.

§2. les vrais rapports entre culture et oppressions

D'autres situations du même acabit ont parfois été relevés dans les médias. Lors de la dispute violente et particulièrement immature entre deux rappeurs, un parallèle avait été fait vis-à-vis des disputes entre Rimbaud et Verlaine. S'en suivirent quelques micro-débats sur le sujet sur les réseaux sociaux, et un constat: deux cultures étaient en effet en opposition. Pour autant, nul oppression ici, quand bien même la culture urbaine aurait été dépréciée par rapport à la culture française classique. Dans le même genre, on peut avancer que l'obligation de se référer à cette culture-là lors d'épreuves de baccalauréat pourrait constituer une oppression envers les populations des banlieues. Je n'invente pas cet exemple, puisqu'il s'agit de contestations déjà aperçues au sein d'une certaine gauche militante et sur les réseaux sociaux (qui sont aujourd'hui un reflet intéressant de la scène politique populaire à défaut d'être utilisés pertinemment). Mais c'est là qu'entre en jeu la notion de légitimité: lorsqu'une culture est ancrée depuis des siècles dans un ensemble sociétal tel que la France, elle acquiert un statut qui fait d'elle une référence en terme de qualité technique.

Dans le cadre de la culture en effet, plus on avance dans le temps et moins il est possible de tendre vers l'originalité. L'ancien sert donc de référence, et ce qui sera extrait de la culture ancienne en guise de référence va acquérir avec le temps une légitimité. Celle-ci ne disqualifiera pas les autres formes de cultures, contrairement à ce que certains élitistes aiment faire croire, mais aura le privilège de servir de point de départ. Il est donc tout à fait légitime que la culture française soit la culture dominante. A ce titre, l'histoire du peuple zoulou ou de la dynastie ming ne sera pas enseignée au lycée, parce qu'elle appartient à un autre ensemble culturel que le notre.

Dans l'Histoire de la civilisation humaine, il est possible de trouver des impérialismes culturels qui tendent notablement vers l'oppression. Le premier, le plus évident, est le nazisme, qui qualifiait effectivement de déviant tout ce qui sortait du droit chemin. Le second est constitué de tous les impérialismes religieux monothéistes, essentiellement portés par les missionnaires chrétiens et l'expansion musulmane. A l'inverse, certains impérialismes culturels comme l'impérialisme romain pourrait difficilement être qualifié d'oppressif, étant donné que les cultures envahies étaient souvent assimilées. Le panthéon des divinités latines s'est lui-même enrichi par les conquêtes.

Assimiler systématiquement une domination culturelle à une oppression constitue donc une erreur. Cette erreur est représentative du défaut de la pensée progressiste que je mentionnais plus tôt, l'incapacité à faire la part des choses entre une oppression et une situation de fait tout à fait normale qui donne l'impression d'être une oppression. J'en veux pour exemple parlant la qualification erronée de privilégié et les raisonnements qui en découlent.

La qualification erronée de privilégié et les raisonnements en découlant

Deux situations de fait sont souvent malmenées dans leur interprétation par le mouvement progressiste. Il y a tout d'abord la biologie et les réalités scientifiques, sur lesquels je reviendrais plus en détail dans la deuxième partie de ce dossier; Il s'agit alors d'une reprise de l'opposition entre essentialistes et constructivistes (à savoir que je ne me situe ni dans l'un, ni dans l'autre) qu'il convient de traiter avec recul et clarté. L'autre domaine où l'interprétation qui en est faite est erronée concerne la question des privilèges.

§1. Privilège et réalité

De nos jours, la figure du privilégié correspond à plusieurs caractéristiques selon le camp progressiste: il doit être blanc, ne pas remettre en question ce qui est appelé «son genre assigné à la naissance», hétéro-sexuel, et optionnellement chrétien et âgé de plus de cinquante ans. Cette définition peut certes s'appliquer pour une bonne partie des privilèges de l'Ancien régime, mais pour autant, parler de privilèges de nos jours est un abus de langage aux effets néfastes pour la réflexion politique. Il est par ailleurs amusant de constater que certains chantres du progressisme comme Eric Fassin, sociologue dont je parlerais dans ce dossier, correspondent presque mot pour mot à la définition progressiste d'un privilégié: blanc, cis-hétéro de plus de cinquante ans. Mais chaque chose en son temps, je reviendrais assez vite sur ce dernier.

Selon le Larousse, un privilège est «un avantage particulier considéré comme conférant un droit, une faveur à quelqu'un, à un groupe.» C'est aussi cette définition que retiendra la vidéo d'un média «digital urbain» nommé Tarmac, dérivé de la RTBF [8]. Consacrée aux privilèges et visionnée depuis presque un an par près de 140 000 personnes, j'ai estimé qu'il était légitime de m'en servir comme source ici pour illustrer le problème.

La présentatrice commence fort ici, puisque dès le début, on apprend qu'il est difficile de faire comprendre le principe de privilège à des gens déjà privilégiés. Une bonne technique pour disqualifier d'office ceux qui seraient associés à tort à des gens privilégiés en leur faisant comprendre qu'ils ne peuvent pas comprendre. Bref, passons au cœur du sujet: la vidéo est un condensé de clichés sur d'éventuels privilèges dont nous pourrions disposer. A titre d'exemple, y est

mentionné comme privilège le fait de regarder les médias et d'y retrouver, en tant que «blanc», des gens majoritairement comme moi. Est aussi évoqué la situation dans un magasin où du fait de notre couleur de peau, nous n'avons pas à craindre le vigile et son zèle. Les exemples de privilège sont nombreux dans cette vidéo, et je citerais certains d'entre eux dans la partie suivante pour souligner quelques incohérences.

A la fin de la vidéo, une phrase a retenu mon attention, celle qui affirme que tout cela ne devrait pas être un privilège, mais un droit fondamental pour tous. La phrase est parfaitement juste, et c'est là le problème de la notion de privilège: tout ce qui est considéré à tort comme étant des privilèges sont des choses qui devraient être la norme, qui devraient être des droits pour tous. Et qui, surprise, le sont déjà pour une bonne partie d'entre eux. Si l'on se penche attentivement sur la définition du Larousse, le privilège confère un droit, une faveur à un groupe. Ainsi, le privilège le plus classique chez les progressistes, le privilège blanc (ou *white privilege* pour ceux qui ne font même pas l'effort de traduire la pensée américaine universitaire qu'ils essaient d'importer en France), conférerait une multitude de droits: pas de délit de faciès, un meilleur logement, pas de racisme, une meilleure représentativité dans les médias, et une meilleure représentativité dans la politique. Pour ce dernier avantage, c'est notamment Eric Fassin qui en parle dans sa vidéo sur la non-existence du racisme anti-blanc [9]

Le problème ici, c'est que la loi permet déjà tout ça. Bénéficiaire d'un logement décent est un droit défendu par la loi, l'insalubrité demeurant sanctionnée [10] au même titre que les marchands de sommeil. Le racisme est lui aussi sanctionné (pas besoin de mettre de liens, ça tombe sous le sens). La question du délit de faciès est elle plus complexe: il est vrai que statistiquement parlant, les populations «racisées» (je n'aime pas ce terme) seront plus contrôlées. Il conviendra néanmoins, dans un souci d'honnêteté, d'envisager le fait que les personnes racisées habillées de manière chic et/ou travaillant dans le quartier de la défense ne seront probablement pas, voir pas du tout, contrôlées par les forces de police. De même, je souhaite aussi rappeler que les vigiles en supermarchés, plus suspicieux avec la clientèle «racisée», sont souvent eux-même d'origine étrangère. Aux USA par ailleurs, les policiers comptent parmi leurs rangs bon nombre d'afro-américains, et certains juges le sont aussi. Il se trouve même qu'ils sont parfois plus sévères avec les afro-américains, pour éviter que ceux-ci ne portent trop de préjudice pour leur «communauté» [11].

§2. Le cas particulier du délit de faciès

Comment expliquer le délit de faciès? Tout d'abord, il faut garder en tête que les populations d'origine maghrébines et africaines en France sont issues de l'immigration. Une immigration parfois ancienne (années 60) mais aussi plus récentes. Qui dit immigration dit tentative d'intégration de ces populations à la population française. Tentative essentiellement, parce que la France a particulièrement échoué à intégrer les populations issues de l'immigration. Plusieurs explications à cela, notamment un système néolibéral fonctionnant sur l'individualisme et le rejet de l'état-providence, poussant l'État à s'absenter des milieux urbains où ces populations ont trouvé domicile. L'étape suivante et logique peut être résumée en un seul mot: pauvreté. Dans ces banlieues, que j'ai été amené à côtoyer au début de mon enfance, la pauvreté est indéniablement présente. De plus, les enfants sont souvent délaissés (dans les familles de tradition méditerranéennes, les garçons seront souvent plus souvent concernés) et le trafic de drogue se développe. Si les consommateurs sont les fils de la bourgeoisie, et les têtes de ces réseaux des criminels en col blanc, les dealers demeurent souvent des jeunes gens issus des quartiers. Une véritable économie souterraine se développe donc au sein de ces milieux urbains: les plus jeunes font les guetteurs, les autres trafiquent. Enfin, il faudra aussi mentionner les rackets et autres agressions, qui je tiens à le rappeler, ne sont pas l'apanage de la banlieue mais demeurent quand même une réalité. Bien entendu, et j'ai pu le vérifier par rapport à mes souvenirs d'enfance, toute cette délinquance est une minorité bruyante. La majorité silencieuse, elle, subit aussi. Les voitures qui brûlent lors des émeutes sont les leurs, les pompiers qui se font caillasser dans ces banlieues

viennent pour elle, et les enfants qui manquent de se faire renverser sous les roues d'un scooter n'ont pour prédateur que la connerie humaine qui sévit alors dans ces milieux.

Ce volet là permet rapidement de comprendre un amalgame entre délinquance et banlieue, une assimilation facilitée par des codes sociaux apparents (l'ensemble survêtement Adidas ou Lacoste essentiellement). Un amalgame certes, parce que tous les gens issus de ces banlieues ne sont pas des délinquants. Mais un amalgame qui s'ancre dans une réalité indéniable: la délinquance est principalement issue de la banlieue. Et puisque les populations d'origine immigrées sont principalement parquées dans ces banlieues, les statistiques permettent de déduire qu'en arrêtant ces gens-là en se fiant à leur couleur de peau, on peut plus facilement faire du flagrant-délit de trafic ou de recel. C'est parfaitement illégal, mais aussi facilement explicable. Et surtout, le problème derrière tout ça n'est pas le racisme comme on voudrait le faire croire, mais bien la politique de statistique qui guide les actions de la police en milieu urbain. Pour plus d'explication là-dessus, je vous recommande un excellent ouvrage d'Alexandre Langlois sur les problèmes de la police en France [12]

Ainsi, le délit de faciès n'est donc pas une histoire de racisme, ni même d'oppression, mais avant tout de politique inefficace, de pressions internes et de problèmes de formation [12]. Et comme pour les autres privilèges abordés, ne pas subir de suspicion sur la base de sa couleur de peau n'est pas un privilège, mais bien quelque chose qui concerne légalement tous le monde. Ne pas subir d'agression, ne pas être victime d'amalgame ou de discrimination, ne sont pas des privilèges, ou alors seraient éventuellement les privilèges de chaque être humain en France. Pire encore, en plaçant ces avantages au stade de privilège, on place les situations contraires au stade juste en-dessous. Un mauvais message psychologique peut donc être interprété: si la situation soi-disant de privilège est une exception, il faut nécessairement une situation normale, non-exceptionnelle. Et cette situation serait celle des gens qui ne bénéficient pas de ces «privilèges». J'y reviendrais plus tard dans le dossier, parler de privilège est un très mauvais moyen de faire avancer les choses. Enfin, si je me penche sur les autres privilèges mentionnés dans la vidéo de Tarmac [8], j'en repère certains qui illustrent bien les incohérences et aveuglements de la lutte progressiste et intersectionnelle.

Les incohérences et aveuglements de la lutte progressiste et intersectionnelle

Les luttes progressistes, à savoir les luttes sociales qui aujourd'hui mettent l'accent sur le sociétal (les questions de mœurs), sont souvent intersectionnelles, l'intersectionnalité désignant la situation où une personne est touchée par plusieurs «oppressions», par exemple la femme noire musulmane qui serait à la fois opprimée pour sa religion et sa couleur de peau. Mais cela crée de nombreuses incohérences qui témoignent souvent de l'aveuglement idéologique dont sont victimes les militants progressistes.

§1. privilèges et comportements progressistes

Dans la vidéo de Tarmac [8], d'autres exemples de privilèges donnés ont retenu mon attention:

- * le privilège de ne pas avoir à s'inquiéter de se faire agresser dans les transports en commun pour les hommes hétéros
- * le privilège pour un «blanc» de ne pas être considéré comme le représentant de tous les blancs de la planète, et de ne pas être considéré comme coupable lorsque l'un des «miens» (*oui, il ne faut pas oublier que pour une frange des progressistes, les différentes ethnies sont toutes pensées comme des communautés à part entière*) commet un crime.
- * le privilège pour une personne n'ayant pas une orientation LGBT de ne pas être représenté dans une fiction avec un label rappelant constamment son orientation

Outre le fait que les deux premiers privilèges sont légalement détenus, comme pour les autres, par quiconque bénéficiant d'une personnalité juridique, et que le dernier relèvera toujours d'un problème inhérent au capitalisme plus que d'un quelconque rapport avec le mouvement LGBT, ces trois prétendus privilèges sont en contradiction totale avec certains comportements à rattacher de près ou de loin au mouvement progressiste.

Tout d'abord, prétendre qu'être un homme hétéro protège des agressions en transport en commun signifie que dans une majorité des cas, ceux qui se font agressés sont donc les hommes non-hétéros et les femmes. Le terme agression, utilisé ici, n'est pas très précis, mais on peut donc en déduire qu'il désigne à la fois les agressions sexuelles (ex des frotteurs dans le métro), mais aussi purement physiques (coup de pied, bagarre, etc.). Les insultes peuvent aussi être comprises comme des agressions. En supposant qu'un homme hétéro ne vivra quasiment pas d'agressions dans les transports en commun, c'est nier la réalité: le racket touchera toutes les personnes donnant l'impression d'être faible, que ce soit un homme ou une femme. Les ivrognes vont venir importuner n'importe qui pour peu qu'ils soient dépourvus d'une quelconque lucidité. Enfin, les agressions physiques autres que sexuelles seront de toute manière destinées le plus souvent à des hommes.

Deuxième problème avec cette situation, c'est que les personnes agressives dans les transports en commun peuvent être de tout horizon social et ethnique. Mais puisque le terme hétéro est utilisé, on suppose que les hommes non-hétéros seront eux concernés par ces agressions. La question est la suivante: quelle catégorie sociale commet le plus souvent ses agressions homophobes/ lgbtphobes dans des lieux publics comme les transports en commun?

Après cette négation de la réalité, il est possible de voir plus grave encore, avec une incohérence de taille pour le deuxième privilège mentionné. En tant que «blanc», je ne suis pas considéré comme le représentant de tous les blancs, ni comme un coupable dès lors qu'un blanc commet un crime. On pourra avant tout préciser que ceux qui ont ces considérations avec des personnes d'origine africaine, maghrébines ou asiatiques font tout simplement preuves de généralisation abusive, sinon de racisme. Ce qui prouve donc bien que ces soit-disant privilèges ne sont bafoués que dans des situations minoritaires, ou du moins par des gens minoritaires. Mais revenons-en au fait: en tant que blanc, n'ai-je vraiment jamais été considéré comme un représentant de tous les blancs, et n'ai-je jamais été considéré comme un coupable dès lors qu'un blanc a commis un crime? Que signifient alors ces références constantes à la repentance et au fait que nos ancêtres auraient esclavagisés le continent africain? Comment doit-on, de même, comprendre les phrases fréquentes désignant «les blancs» comme une catégorie à part, celle des oppresseurs ou du moins celle de ceux qui ne peuvent pas se plaindre? Enfin, comment se fait-il que ces généralisations abusives, parce qu'elles en sont, sont le plus souvent le fait de militants issus du même milieu qui entend combattre les oppressions et les privilèges? (*On pourra aussi remarquer qu'associer un noir à tous les noirs est un comportement que l'on observe dès lors qu'une personne d'origine africaine est immédiatement rattaché à la catégorie «descendant d'une population ethnique ayant vécu l'esclavage»*)

Sur cette question de l'esclavage, l'hypocrisie et l'incohérence sont encore plus flagrantes parce que seule une petite partie des français a prit part à l'esclavage, parce que les conquérants musulmans ont fait de même avant les européens, et parce que les esclaves étaient souvent choisis et vendus par les tribus africaines elles-mêmes (dans plus de 90% des cas si je ne m'abuse)...

Pour finir, j'ai choisi le dernier exemple de privilège parce qu'il est lui aussi parlant à sa manière. Prétendre qu'il n'y a pas de label hétéro dans les œuvres de fiction et que cela en fait un privilège, quand on sait que les labels LGBT se sont généralisés majoritairement parce qu'il y avait une demande excessive de représentativité de la part des milieux progressistes, et parce que des personnes LGBT non labellisés comme tels auraient été vues comme des preuves de cette non-représentativité (cf. la délicate question de l'homosexualité de Dumbledore dans la saga Harry Potter) relève aussi d'une certaine difficulté à être cohérent dans ses combats. (Bien qu'encore une fois, le capitalisme dans le milieu de la culture semble y être aussi pour beaucoup)

§2. identification des oppressions LGBT

A travers les points soulevés précédemment, je souhaite ici entamer le deuxième volet de cette réflexion sur la notion d'oppression. Si les milieux progressistes utilisent donc souvent des termes de manière erronée, on peut aussi leur reprocher cette manie de se focaliser sur certaines choses qui n'en valent pas la peine et d'en occulter d'autres. Ainsi, le cas des personnes «LGBT», de même que celui du sexisme, mérite qu'on s'attarde sur la question du manque de cohérence des luttes progressistes.

On l'a vu au début, les figures des dominants dans le cas d'oppressions dirigées contre des personnes LGBT ne sont pas uniformes. On trouve souvent ces gens-là dans les milieux religieux, mais aussi dans les milieux les plus virilistes. Les raisons expliquant cette haine ou cette peur sont perceptibles: elles dépendent d'une lecture aveugle de livres religieux, de la peur de celui qui est différent, d'un conservatisme très poussé qui découle de traditions locales, ou enfin d'une vision étroite de ce que devrait être un homme et une femme. Ce rappel est nécessaire pour identifier les différents types d'agresseurs et leur sociologie.

Au sein des milieux religieux, comme dit plus haut dans ce dossier, les principaux pourvoyeurs de haine sont issus de l'islam et du christianisme. Au sein de l'islam, les pays musulmans sont indéniablement homophobes et par extension LGBTphobes. Le meurtre n'est pas une chose rare à ces occasions. Tous les pays où l'homosexualité est passible de la peine de mort sont d'ailleurs des pays musulmans ou à forte population musulmane [13], une donnée à rattacher en France au sondage que j'ai déjà évoqué [4]. Quant au christianisme, l'homosexualité et ce qui en découle conduit à des comportements tout aussi répréhensibles, notamment ceux émanant de ressortissants africains sur les réseaux sociaux, provenant de pays où l'homosexualité est culturellement réprimée. Mais il ne faudrait pas oublier non plus les milieux de la bourgeoisie et de l'aristocratie, qui, lorsqu'ils baignent dans une atmosphère religieuse, peuvent être ignobles envers ces orientations sexuelles. On pourra notamment penser à certain(e)s timbré(e)s de la manif pour tous, qui ne se contentaient pas de refuser un mariage entre deux personnes qui s'aiment, mais qui en profitaient pour dire tous le mal de personnes différentes d'elles (contre-nature et compagnie). Dans ces cas, cette manière de voir les personnes LGBT est aussi liée au conservatisme qui traverse ces milieux, une vision souvent un peu vieille France.

Enfin, il y a au sein de l'extrême-droite une partie de militants particulièrement virilistes, qui peuvent avoir des commentaires très désobligeants et peut-être des comportements violents. Cet aspect viriliste se mélange parfois avec les traditions musulmanes dans les milieux urbains, ce qui accentue encore l'homophobie que l'on peut qualifier d'homophobie de banlieue.

Pour résumer, la LGBT-phobie en France est donc partagée en trois pôles majoritaires:

*un pôle rural, marqué par le conservatisme paysan, qui agira vis-à-vis de ces questions de manière conservatrice, parfois réactionnaire, mais se limitera souvent aux mots. (des mots qui peuvent être terribles pour les victimes, autant le rappeler)

*un pôle vieille France, marqué par la religiosité et le conservatisme de milieux traditionalistes plutôt aisés, qui traduira sa LGBT-phobie par des remarques encore plus crues que celles émanant des classes rurales, et par des manifestations publiques de cette vision, notamment avec la manif pour tous.

*un pôle urbain, qui résulte de la rencontre entre le machisme à la méditerranéenne (et qui ne se limite donc pas au Maghreb, ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit) et le conservatisme islamique. Ici, la LGBT-phobie est au stade supérieure, puisqu'il y a parfois de la violence physique.

Le pôle viriliste d'extrême-droite est quant à lui minoritaire dans sa visibilité, mais il se manifestera par une violence physique et psychologique identique à la précédente.

§3. hypocrisie et reniement face à l'échec de l'intégration

Ainsi, il serait déplacé d'affirmer que toute l'homophobie résulte des hommes blancs cis-hétéro de plus de cinquante ans, tout comme il est déplacé de dire que seule la banlieue est homophobe. Mais si l'on fait un résumé des principales affaires ayant marqué la scène médiatique, la banlieue demeure la plus représentée. Et puisque les milieux progressistes ont un engagement marqué dans cette lutte contre les violences anti-LGBT, on peut en déduire que ces affaires médiatiques n'en ont pas occultés d'autres qui concernaient d'autres milieux sociaux. En effet, ces potentielles autres affaires auraient trouvé le chemin de la médiatisation avec un minimum de militantisme sur les réseaux sociaux et dans les médias traditionnels.

Bien entendu, je n'invente rien.

Tout d'abord, il y a le cas de Lyes, homosexuel vivant en banlieue et subissant fréquemment remarques et comportements agressifs [14]. Si mes souvenirs sont bons, certaines bonnes âmes s'étaient élevées contre son témoignage qui renforçait les clichés sur la banlieue. A titre personnel, je ne retiendrais que cette phrase d'un responsable de Stop Homophobie: beaucoup d'appels à l'aide reçus «viennent de banlieue» [14].

Ensuite, un des rares cas où la transphobie a tué, le meurtre de Vanessa Campos [15]. Ici, le coupable est un égyptien d'après l'article du Parisien, qui précise aussi que les prostituées du bois de Boulogne sont souvent prises à partie par des migrants.

Toujours dans le domaine de la transphobie, difficile d'ignorer l'agression de Julia Boyer l'année dernière. [16] Son agresseur était ici de parents algériens et marocains, et l'agression avait eu lieu en marge d'une manifestation en France contre le président Bouteflika.

Il est assez comique de voir que le média intersectionnel (mais avant tout LGBT) Komitid publiait un reportage sur une manifestation contre la transphobie suite à cette affaire, vidéo dans laquelle l'affaire Vanessa Campos était aussi référencée.

Enfin, l'affaire Mila, début 2020, aura finit de démontrer le cas flagrant d'imposture que représente ce progressisme intersectionnel. Une jeune lesbienne ayant tenu des propos crues et outrageux envers l'islam avait subi une vague de harcèlement, suite à laquelle très peu de figures de gauche avaient osé prendre la défense de la jeune fille [18]. L'extrême-droite avait bien entendu repris l'affaire, mais il faut dire que le reproche que je fais ici est bien léger par rapport à celui que j'avais alors adressé à tous les militants progressistes trop lâches pour réagir.

Ces affaires ont pour point commun de concerner à chaque fois des personnes LGBT, des agresseurs issus de la banlieue et/ou de l'immigration, et ont rarement suscité une totale honnêteté de la part du milieu progressiste. Il ne s'agit pas ici de dire que toutes les agressions émanent de la banlieue, mais nier que c'est un fait plutôt courant est irresponsable de leur part. Cependant, comment s'étonner de ce comportement? A l'issue des viols à la soirée de Nouvel An de Köln, commis majoritairement par des migrants et des personnes issues de l'immigration [19], Clémentine Autain de la France Insoumise n'avait-elle pas eu comme réaction principale de critiquer l'extrême-droite [20] qui instrumentalisait le dossier (ce qui était vrai, il faut le reconnaître)? Houria Bouteldja, figure de proue de l'intersectionnalité qui a toujours souhaité que les gens issus des communautés maghrébines et africaines traitent leurs affaires d'agressions entre eux pour ne pas porter le discrédit sur eux, n'a-t-elle pas nié ce qui était arrivé aux victimes de cette affaire?

Plus largement, on pourra aussi citer l'exemple d'Eric Fassin, toujours lui, qui avait cosigné une tribune dans Libération en 2017, une tribune qui s'opposait à la pénalisation du harcèlement de rue parce que cela revenait à opprimer majoritairement les classes populaires et racisées [21].

Je ne porte pas ici d'avis sur l'immigration, ce n'est pas utile. Ma critique porte plus sur l'échec de l'intégration des populations immigrées, dont résulte la persistance, au sein de notre pays, de foyers culturels radicalement différents du mode de vie à la française. Ces foyers culturels, ancrés en banlieue, sont la cause d'agressions sexuelles et plus largement physiques, qui sont souvent niés ou tués par les milieux progressistes. Une seule raison à cela, la lutte intersectionnelle. En défendant à la fois les LGBT, les milieux urbains («stigmatisés» pour la religion et la couleur de peau) et la lutte contre le sexisme, ces militants doivent parfois faire des choix. En profonds internationalistes qu'ils

sont, le choix le plus courant, du moins dans toutes ces affaires médiatiques, a été la politique de l'autruche pour ne pas avoir à critiquer les dérives d'une société en passe de devenir multiculturelle. Oser parler d'un agresseur d'origine étrangère équivaut ainsi dans leur logiciel de pensée, à renforcer le racisme et la xénophobie (ce qui montre que ces deux attitudes condamnables dépendent bien de situations réelles)

A partir de là, comment ne pas voir ce militantisme progressiste comme un militantisme voué à l'échec et peu rassembleur?

un militantisme progressiste voué à l'échec et peu rassembleur

En cette période de printemps 2020, les questions présentées précédemment sont encore d'actualité. Le militant LGBT Mehdi Aifa, président de l'association *l'amicale des jeunes du refuge* qui lutte contre l'homophobie, est ainsi la cible d'attaques répétées depuis avril au sujet de son militantisme. Les auteurs? La gauche progressiste. Les indigénistes. Les reproches? Les mêmes que d'habitude. Mentionner la réalité de ces milieux urbains, où les minorités biberonnées au communautarisme viennent faire leur loi. Évoquer l'origine religieuse des agresseurs. Une simple lecture de l'article [22] de Valeurs actuelles (pour lesquels il a écrit) suffit pour se faire une idée du problème: dès lors que le militant LGBT est d'origine maghrébine et tape sur les homophobes de banlieue, les indigénistes comme Houria Bouteldja réactivent le racisme qui ne les quittent que le temps d'un plateau télé. Mehdi Aifa est donc traité d'indigène de service et de traître. Cette même essentialisation dont il était question précédemment est un grand classique dans ces milieux intersectionnels.

§1. la pureté idéologique et la violence des mots

Dans sa quête de pureté idéologique, le milieu militant progressiste ne connaît pas la contradiction et les divergences d'opinions. Sa lecture sociale, qui interprète la société comme un ensemble de classes fondées sur des caractéristiques de la vie privée comme l'orientation sexuelle ou sur des caractéristiques de naissance comme l'ethnie (eux diront race sociale), ne permet pas d'imaginer que des gens correspondant à ces critères puissent ne pas être des alliés et puissent être radicalement opposés à ces prétendues communautés. Lorsque cette contradiction apparaît, les comportements varient. Cela peut commencer par la condescendance, lorsque Yassine Belattar «débat» avec Jean Messiah (membre du Rassemblement National) et le renvoie en permanence à ses origines, et se finir par le racisme, lorsque des termes comme nègre de maison fusent de la part de ces militants perdus le nez dans leurs erreurs. Erreur qui se résumera à un seul mot: essentialisation. Ces militants pensent vivre dans une société multiculturelle et communautaire, où chaque individu est donc rattachable à une communauté. Or, de nombreux individus sortent de ces carcans. Puisqu'il est fait ici une lecture raciale de la société, des Majid Oukacha ou des Greg Toussaint, apostat pour le premier et humoriste militant pour le second, sont renvoyés à la couleur de leur peau et considérés avec un mépris rarement atteint chez les racistes «français de souche».

Cette recherche de pureté idéologique trouve aussi un autre écho, dans la perception du monde qui est faite par ces progressistes: le maghrébin est opprimé, sauf quand il s'élève contre la banlieue auquel cas il devient un traître, la femme est une victime violentée par la société patriarcale et on ne peut remettre sa parole en doute, exceptée lorsqu'elle tient des propos anti-féministes (Elisabeth Lévy à tout hasard), l'homosexuel est opprimé par le système au point que toute divergence d'opinion de sa part sur le mouvement LGBT résulterait d'une homophobie intériorisée. Enfin, le militant politique de gauche est le seul respectable, à condition qu'il soit de tendance anarchiste/acab, et que les luttes intersectionnelles soient un combat quotidien pour lui. Dans le cas contraire, il n'est pas de gauche car il n'appartient pas au camp du bien. Avoir un logiciel de pensée de gauche ne suffit pas pour être de gauche, il faut visiblement adhérer à toutes les théories anglo-saxonnes sur la société, des *gender studies* au *white privilege*. Affirmer haut et fort son opposition à

cette gauche progressiste conduit d'ailleurs souvent au déshonneur par association, à travers la qualification de rouge-brun, comprenez là un fasciste qui tend parfois vers la gauche mais reste un fasciste. Bref, pour ces gens, le monde se divise en deux catégories. Ceux qui oppriment ou qui soutiennent les oppresseurs, et ceux qui luttent contre cela. En résumé, ceux qui menacent les minorités et ceux qui creusent {le tombeau de la gauche politique}.

Disqualifier un opposant à travers des sophismes par association, parfois sous-entendus, reste la meilleure arme pour ceux qui s'érigent en défenseur des opprimés. Lorsqu'il s'agit de parler de Mehdi Aifa, la tribune qui entend mettre fin aux accointances de «*certaines associations LBGTI avec l'extrême-droite*» [23] le présente prioritairement comme quelqu'un qui a écrit pour Valeurs Actuelles, *un magazine qui relaie des thèses d'extrême droite, homophobes, racistes, sexistes, antisémites*. Qu'apporte cette information au lecteur, qui sait pertinemment ce qu'est Valeurs Actuelles ? Une seule chose, la cohabitation dans la même phrase entre un sujet, Mehdi Aifa, et un tas de qualificatifs déshonorants. Malin.

§2. L'absence de pédagogie et le militantisme élitiste

La lecture binaire du monde que je relève-là n'est pas réservée au camp progressiste. Au sein de l'extrême-droite par ex, la désignation de n'importe quelle personne qui ne soit pas anti-immigration comme étant un gauchiste n'est pas impossible. Mais j'ai bien l'impression que le manichéisme dont il est question ici tient plus d'un aveuglement idéologique propre aux libéraux: combien de fois n'ai-je pas été traité d'inculte, uniquement pour avoir remis en cause les dogmes économiques néo-libéraux?

Dans le milieu libéral, la liberté la plus élevée est considérée comme un idéal de vie, et l'individu comme le centre des préoccupations politiques. Notre intérêt à chacun en tant qu'individu serait donc d'être libre. Si je m'oppose maintenant à la vision libérale du monde, en prônant par exemple des limites à la liberté pour lui donner tout son sens et renforcer la valeur de cette liberté, je m'opposerais en sous-texte à un idéal de vie qu'il semble inconcevable de refuser. C'est pourquoi les libéraux, tel Gaspard Koenig les quelques fois où il apparaît à la télévision, ne peuvent pas concevoir qu'il existe d'autres logiques de pensée. Une opposition au libéralisme ne relèverait alors que d'une interprétation erronée de l'idéologie libérale.

Centrée sur chaque minorité et méprisant en tout point la valeur accordée à la majorité, la gauche progressiste tend beaucoup vers l'individualisme du libéralisme. Sans pour autant nier l'existence du concept de société (à l'instar de Margaret Thatcher), cette gauche privilégie une interprétation multiculturelle de la société française; un multiculturalisme qui aurait tout à fait sa place dans un monde libéral.

Comme le social-libéral convaincu que lui seul est dans le vrai, le sociétal-libéral (le progressiste) est convaincu d'être le seul à avoir une interprétation légitime du monde, une impression renforcée par le piédestal accordée à la sociologie postmoderne.

Ainsi, quand Eric Fassin sur France culture affirme qu'il n'y a pas de racisme anti-blanc parce que les hommes politiques sont majoritairement blancs [9], la phrase semble de prime abord incontestable: il est vrai que les hommes politiques sont majoritairement blancs. Mais cette analyse est une analyse basée sur la théorie de l'existence d'un racisme nécessairement systémique. D'autres analyses beaucoup plus pertinentes auraient pu être développées à partir de l'analyse de la classe politique. Par exemple, le fait que les ouvriers soient extrêmement minoritaires, et qu'une bonne partie de la classe politique a pour point commun le même parcours universitaire, plus qu'une couleur de peau dont les bourgeoises Sibeth Ndiaye ou Rachida Dati n'ont pas trop à se plaindre. Le fait aussi qu'un élitisme existe bien mais qu'il soit excluant envers les classes défavorisées et non pas envers les «noirs».

A travers cette digression, on voit bien que la sociologie dépend des biais de leurs auteurs, et qu'elle n'est pas un marqueur suffisant pour apporter une légitimité exclusive à un courant de pensée politique. Pourtant, l'égo des militants progressistes laisse penser le contraire. Bien souvent, ils considèrent détenir la voix de la raison: l'opposant est invité à aller s'instruire ailleurs avant de revenir débattre. Les méthodes douteuses de ce militantisme sont remises en question? L'opposant est cordialement invité à se taire car il n'a aucune légitimité à critiquer. La question de l'humour oppressif, qui introduisait ce dossier, revient ici par la petite porte. Pour être dans les bonnes grâces de ces militants, plus question de rire des malheurs de ce monde, oubliez l'effet de catharsis que peut procurer l'humour noir. Oubliez aussi la garantie que procure le pacte humoristique, qui veut que l'on puisse rire de tout tant que les propos humoristiques ne reflètent pas la pensée de son auteur. Les militants progressistes forment une élite morale, qui s'interdit de rire de toutes les minorités opprimées (ce qui fait beaucoup de monde si l'on se base sur leur perception de l'oppression). La moindre boutade est comprise comme une parole oppressive. Il ne serait permis de rire que des forts [24], quand bien même les sujets visés par l'humour ne se sont jamais catégorisés entre les forts et les faibles, et étrangement, les seules blagues tolérées sont à l'encontre des «blanc cis-hétéros valides», soit une même catégorie sociale déjà visée au premier degré dans leurs actions politiques, et donc visées dans le même temps au second degré. Si la rupture du pacte humoristique est certaine ici mais reste anecdotique d'un point de vue politique, la principale certitude réside avant tout dans l'incapacité de ces gens à pouvoir convaincre avec un tel discours.

En effet, un groupe de personnes, identifié comme étant de type européen, hétérosexuel, «cisgenre» et dépourvu d'handicaps, est donc traditionnellement assimilé au groupe des forts. Au groupe des dominants. Nous bénéficierions de privilèges. Nous ne subirions aucune oppression. Nous serions, grâce à ces seules caractéristiques, favorisés dans notre vie politique. Mais alors, pourquoi nous, la majorité, souhaiterions changer de système? La société actuelle telle qu'elle est décrite par les progressistes ne présenterait-elle pas toutes les raisons de ne pas aspirer à celle qui est souhaitée par ces militants? C'est là le problème principal d'une vision manichéenne: les adversaires sont les méchants, détenteurs de privilèges et majoritaires en ces terres. Le camp progressiste est tout l'inverse. Mais comment peut-il alors convaincre l'adversaire, à coup d'injures, de mépris et d'accusations morales, de rejoindre le camp du bien?

Pour mieux comprendre l'échec du progressisme, il m'a paru pertinent de traiter le cas de l'écriture inclusive. Quoi de mieux que des changements orthographiques parus du néant pour témoigner de l'ambition déconstructiviste d'un progressisme incapable de convaincre.

§3. L'écriture inclusive, un cas d'école

Je n'ai pas besoin de préciser en quoi consiste l'écriture inclusive. Il s'agit d'une transformation du français afin de rendre cette langue plus représentative du panel de gens peuplant l'humanité. Elle se veut inclusive, et à travers ce but, apporte des modifications conséquentes. Certaines n'ont pas attendues le militantisme progressiste pour être envisagées. Après tout, la féminisation de métiers auparavant masculins relève d'une logique tout à fait acceptable, et même à encourager. Mais l'écriture inclusive a bousculé les codes du français actuel, en apportant trois changements majeurs:

- * la transformation des pronoms personnels, sous l'influence de la question des genres
- * le refus du neutre masculin, consensus communément admis
- * l'usage du point médian et de terminaisons que je qualifierais de fantaisistes mais que l'on va désigner comme des suffixes inclusifs.

En effet, la langue française utilise les pronoms de manière binaire, avec des pronoms masculins et des pronoms féminins. Lorsqu'il s'agit de désigner un groupe d'hommes, le pronom «ils» sera utilisé, et «elles» pour un groupe de femmes. La question se corse lorsqu'il s'agit d'un groupe mixte. Comment le désigner? En français, on fait appel à un pronom masculin en se basant sur la règle du masculin «qui l'emporte». D'après ses détracteurs, ce masculin invisibiliserait les femmes.

En bon pratiquant de l'écriture inclusive, ils écriront ainsi «*iels*», un neutre mixte créé de toute pièce afin de pouvoir désigner les personnes dites «transgenres», pour qui ni le pronom féminin, ni le pronom masculin, étaient satisfaisants, ainsi que les groupes mixtes donc.

Pourtant, j'estime à titre personnel que le pronom masculin neutre fonctionne très bien. On sait pertinemment que le pronom «*il*» désigne une personne de sexe masculin. Il est donc ridicule de penser que lorsque celui-ci désigne un groupe mixte, les femmes sont désignées par un pronom masculin. Il y a neutralisation du caractère masculin du pronom. On aurait pu faire cela avec le pronom féminin, mais l'histoire en a décidé autrement. Que ce soit l'un ou l'autre, il s'agit au départ d'un choix partial et arbitraire. En Allemagne d'ailleurs, le «*sie*» qui sert de pronom féminin est réutilisé pour le vouvoiement et pour le pluriel.

La question de l'usage de la langue est très importante: il s'agirait quand même, à la base, de pouvoir exprimer des concepts abstraits et des choses existantes. Le français le fait très bien grâce à son histoire riche. Une histoire riche qui explique notamment sa complexité au niveau de l'orthographe, un héritage des étymologies antiques. L'écriture inclusive, en apportant des changements radicaux uniquement fondés sur des thèses sociologiques et des questions d'oppression, possède à mes yeux un côté très artificiel, un peu comme si les progressistes se substituaient au destin d'une langue vivante en imposant des transformations sans fondement réellement linguistiques.

Le principal problème de l'écriture inclusive, enfin, réside dans l'usage du point médian. En coupant les suffixes à la fin des mots par un point, cette utilisation scripturale de la langue est réputée intégrer toutes les personnes, qu'elles soient homme, femmes ou autre. En français pourtant, la parenthèse sert souvent pour effectuer des précisions du même ordre. Le désormais célèbre *étudiant.e.s* (mot que je ne vois plus écrit autrement vu les tendances universitaires) aurait du laisser la place à «*étudiant(e)s*», ce qui avait le mérite, avec l'usage de la parenthèse, de mettre en exergue une précision importante, celui de la présence de personnes de sexe féminin et pas seulement masculin. Avec le point médian, le mot se retrouve séquencé, presque charcuté si j'ose dire, et le suffixe se résume à une cumulation de lettres toutes séparées par un point.

Si cette écriture se contentait d'exister dans les milieux militants, je n'y verrais qu'une démonstration d'un usage un peu fantaisiste de la langue. Mais elle tend à se généraliser dans certains milieux, sans que quiconque n'y ait un mot à dire.

Histoire d'être plus complet sur le sujet je renvoie ce débat à la vidéo du vidéaste vulgarisateur Linguisticae [25]. Ses positionnements sur le sujet sont plutôt neutres mais il est en tout cas peu favorable à l'académie française et à des idées de conservation de la langue. Il explique l'historique de cette écriture et fait quelques rappels qui permettent de relativiser ce débat. Je lui reprocherais cependant certains points, notamment lorsqu'il nie le fait que cela puisse dénaturer la langue française. Certes, il est possible d'assimiler cela à une réforme de la langue. Mais la langue française s'inscrit aussi dans un héritage culturel, où il existe déjà une manière de différencier les individus. Elle se base pour cela sur le sexe biologique. L'écriture inclusive, elle, se base sur le genre social, notion avec laquelle j'ai beaucoup de mal et sur laquelle je préfère revenir dans la deuxième partie de mon dossier. L'écriture inclusive, en imposant l'usage de pronoms mixtes (*iels*, *celleux*,...) et des noms modifiés mixtes (*acteurices*, *spectateurices*) dénature donc réellement la langue française, car la logique qui est derrière n'est pas la même.

Si j'utilise l'exemple de l'écriture inclusive pour témoigner de l'inefficacité du militantisme progressiste, c'est parce qu'il reflète bien en quoi il est important de penser à la société hétérogène dans son ensemble. Le milieu prolétaire n'a que faire d'une question de transformation de la langue. S'il veut être sexiste, le prolétaire le sera même avec l'écriture inclusive, une écriture qu'il ne prendra sans doute pas la peine d'apprendre (parce que les dérivés de cette écriture sont nombreux). Et si je parle de ce milieu, c'est parce qu'il constitue une base conséquente de la société française, notamment avec les milieux paysans qui vivent une oppression bien réelle de la part des grosses

industries. Globalement, les gens n'ont que faire de débats sociétaux de cette sorte. Et venir imposer une nouvelle manière d'écrire, handicapante pour les malvoyants et les dyslexiques, et parfois contre-intuitive (exemple avec des termes comme spectateurices), c'est donner l'impression de s'attarder sur des futilités (donc perdre en crédibilité) tout en présentant un projet orthographique peu attractif vis à vis des résultats que l'on est censé obtenir. D'ailleurs, il se pourrait que l'écriture ne soit qu'un nouveau cache-poussière. Si jamais elle venait à s'imposer (avec pression sociale envers ceux qui la refuseraient), rien ne garantit qu'elle soit une solution ni aux harcèlements et insultes, ni aux crises identitaires que certain(e)s peuvent traverser.

la lutte universaliste contre l'oppression, quelques pistes pour aller plus loin

Ainsi, il est bien difficile je le conçois de militer en politique sur des sujets aussi complexes que la question de l'oppression. Actuellement, la manière dont je perçois ces luttes est peu glorieuse. J'ai l'impression d'assister à l'action d'un ministère de la censure dès lors que je fais une blague (qui se passe dans un univers fictif pour rappel – principe d'une blague-), d'être un cuistre ignorant dès lors que j'essaie de débattre avec franchise sur le féminisme ou le racisme, et d'être un gros droitard dès lors que je parle de banlieue et de délinquance. Pourtant, mon logiciel de pensée est clairement marqué à gauche, quand bien même j'ai fais sécession depuis longtemps avec une pensée qu'on pourrait qualifier de «gauchiste». A l'instar de certains militants marxistes (CamaradesCharles dont le travail sur Twitter est remarquable), j'ai pris conscience depuis un certain temps que ces luttes sociétales sont souvent celles d'une bourgeoisie pour qui la division de la société et la perversion des luttes sociales par des idéologies libérales ne pose aucun problème. Si la critique est aisée, la construction d'un contre-projet demande déjà un peu plus d'effort. Néanmoins, je manquerais sérieusement de crédibilité si je me contentais de montrer ce qui ne va pas sans proposer d'alternatives. Par conséquent, voici ma modeste contribution à ces débats.

§1. Une éducation pragmatique et tendant à la pacification des rapports sociétaux

Les oppressions, même lorsque ce terme est utilisé abusivement, existent. Des personnes sont agressées parce qu'elles sont d'une orientation sexuelle minoritaire, d'autres sont renvoyées à la couleur de leur peau de manière totalement arbitraire. Mais pour moi, l'Homme n'est pas fondamentalement mauvais. Il est certes égoïste puisqu'il agira majoritairement pour ce qu'il croit être son intérêt. Mais étant une créature par essence sociale, son intérêt rejoint souvent l'intérêt des autres, ce qui le pousse à chercher le consensus et des relations pacifiées. Par conséquent, il est tout à fait possible d'éduquer un futur citoyen en lui montrant l'importance de se comporter décentement avec ses semblables.

Pour arriver à cet objectif, il est nécessaire que les parents et l'école abordent avec l'enfant la question du rapport à la différence. Si je ne suis pas fan de porter sa différence comme un étendard politique, je suis cependant un grand partisan de l'acceptation de celles-ci. Instaurer un rapport sain à la différence est donc un premier pas vers le vrai progrès sociétal. Le futur citoyen doit être capable de comprendre que chaque humain possède des différences avec tous les autres, même celui qui va tenter de se conformer à des canons sociaux à la légitimité discutable. Que ces différences ne doivent pas être gommées puisqu'elles forgent la personnalité d'autrui. Mais il doit aussi apprendre à assumer ses différences, ce qui implique de les accepter sans avoir besoin de les montrer (soumission à un mécanisme de validation sociale), et comprendre qu'un comportement visant à se présenter comme radicalement différent de ses semblables peut facilement mener à la marginalisation.

De la question de la marginalisation, on arrive rapidement à celle de la vie en société et de ses conséquences. Ce qui est perçu comme des discriminations résulte ainsi parfois d'un mécanisme de marginalisation dont l'acteur principal est la personne qui se prétend discriminée. C'est d'autant plus logique dans une société universaliste et républicaine telle que la société française. Le port du voile islamique rend les rapports à autrui extrêmement compliqués non pas parce qu'il y aurait une

volonté de discrimination, mais bien parce l'objet en lui-même dissimule l'être humain derrière une chose inanimée. C'est là la terrible loi de la marginalisation volontaire: il n'est pas possible de s'affirmer comme affranchi des codes d'une société sans avoir à supporter derrière une certaine ostracisation. S'adapter à la société tout en gardant sa personnalité, tel est l'équilibre que chaque citoyen doit pouvoir atteindre s'il veut bénéficier de rapports sociaux pacifiés. L'enseignement de cet équilibre doit être dispensé certes par les parents, mais surtout par l'école qui profite d'un cadre idéal pour cela grâce à la diversité des personnalités auxquelles l'enfant est confronté.

§2. Un apprentissage du débat, de la rationalité et un renforcement du mental

Avec ces connaissances de base, qui permettent de voir autrui comme un semblable aux différences normales et tout à fait acceptables, le futur citoyen est apte à vivre en société. Mais il doit aussi être capable de se poser des questions au sein de cette société, et de savoir se confronter à autrui sur des sujets qui fâchent. Ainsi, la réduction des oppressions passe aussi, selon moi, par la réduction drastique des occasions pour les gens d'être confrontés à ce qu'ils prennent pour des oppressions. Tout d'abord, à travers l'affirmation de l'existence de différences entre chaque citoyen, ce serait aussi l'occasion d'aborder la question de la liberté d'expression et des différences d'opinion. La question de l'empathie viendrait aussi se glisser ici, et par conséquent celle du respect de l'adversaire.

Il conviendrait ensuite d'enseigner le juste équilibre entre la raison et les émotions, afin de limiter au plus l'implication émotionnelle dans les débats lors de la phase factuelle. Contrairement à d'autres, j'estime en effet qu'il est tout à fait possible de tempérer la raison par l'émotion lorsqu'on parle de solutions politiques. Pour le cas de l'immigration par exemple, un usage raisonnable de l'émotion permet d'adopter des comportements humanistes sans pour autant occulter les contraintes économiques et sociales de cette situation. Mais lors de la phase factuelle du débat, lorsqu'il s'agit de présenter des faits, il doit être fait abstraction de toute émotion. Les faits sont par nature neutres, ils sont dépourvus de but, d'intentions mauvaises. Or, l'affirmation d'un fait provoque trop souvent un investissement émotionnel de l'adversaire, ce qui peut donner lieu à ce qui serait assimilé à une situation d'oppression.

Pour prévenir cela, il faudrait une action conjointe des médias et des pouvoirs publics: le politiquement correct doit être délaissé, le débat public doit perdre son côté lisse, afin que l'aspect rugueux de la vie en société soit à nouveau intégré par le citoyen lorsque celui-ci se confronte à ses semblables. Une société d'apparence aseptisée aux citoyens maintenus dans une bulle de confort rappelant la sécurité psychologique d'un foyer familial normalement fonctionnel ne peut pas former des gens amenés à confronter leur personnalité à celle des autres à l'occasion d'interactions tout à fait classiques. Ce retour à la franchise et la fin du règne des œillères doit nécessairement être accompagné d'une formation solide en terme de mental. S'il est impossible et dangereux d'obtenir des citoyens identiques quant à leur manière d'aborder les problèmes qu'ils rencontrent, il est cependant possible d'apprendre au cours de l'adolescence certaines qualités comme la faculté à relativiser un élément fâcheux de sa semaine, la faculté d'ignorer les insultes dégradantes ou encore la faculté de ne pas répondre aux provocations puériles. Il sera en effet impossible de s'assurer que tout le monde souhaite entretenir un rapport sain avec autrui, et la défense mentale est donc indispensable.

Enfin, si l'on revient une dernière fois sur la question de l'humour oppressif, qui m'a servi à introduire mes propos, on peut imaginer que celui-ci ne soit plus qu'un lointain souvenir, puisque une histoire se déroulant dans un univers fictif avec pour unique but de provoquer l'amusement ne pourrait plus provoquer de détresse psychologique chez une personne potentiellement concernée.

§3. Une fermeté des sanctions, un nouveau rapport à l'égalité

Il va s'en dire que le nouveau monde imaginé ici pourrait être celui des bisounours s'il se contentait de déclarations d'intention. Il s'agit donc d'accompagner ces investissements éducatifs de sanctions bien légitimes.

Premièrement, si connaître le contexte socio-culturel permet de cerner la naissance d'un caractère problématique et donc de l'anticiper dans le futur, il ne faut pas pour autant considérer cela comme une excuse dans le cas de la récidive. Et dans le cas de comportements acquis lors de l'acquisition des droits civiques tel que le respect du consentement d'autrui et le non-recours tant que possible à la violence, une attitude qui irait à l'encontre de ces principes serait impardonnable.

Deuxièmement, il convient aussi de qualifier juridiquement chaque problème sociétal avec justesse et lucidité. Un harcèlement sexuel n'est pas un viol, un crime conjugal n'est pas nécessairement un féminicide, une victime de viol n'est ni une personne qui l'a cherché, ni la détentrice d'une auréole garantissant sa totale honnêteté (surtout dans le *show-business*),... Pour ce dernier cas, il faudrait d'ailleurs aussi changer considérablement la formation des policiers, dont le traitement des affaires de viol laisse objectivement à désirer.

Troisièmement, il faut garder à l'esprit que la justice punitive est là pour que le coupable puisse payer le tribut qu'il doit à la société, et l'emprisonnement pour qu'il ne constitue plus un danger pour la société. Si le nombre annuel de viols est important au point de donner l'impression qu'un homme est forcément un potentiel violeur, peut-être est-ce aussi parce que la récidive est possible alors que les auteurs récidivistes sont des gens à la psychologie clairement dérangée (*contrairement à des cas de viol sans récidives, comprenant d'autres facteurs mais pas nécessairement de problèmes psychologiques qualifiables comme tels*) et donc identifiables dès leur première entrée en prison.

Quatrièmement, les condamnations pour violence envers ce qui est actuellement qualifié de minorités (LGBT, etc.) doivent nécessairement être accompagnées d'un suivi éducatif, et si le coupable est mineur et/ou dépendant de son cadre familial, d'une enquête au sein du foyer familial, du milieu scolaire et éventuellement du milieu social. Il vaut mieux en effet s'attaquer aux problèmes à la racine au lieu de persister à traiter uniquement les branches visibles. Une éducation parentale en décalage avec la société peut parfois être la source de bien des maux.

Enfin, deux mesures sont encore à envisager.

Tout d'abord, la suppression de toute discrimination positive, sources d'humiliation pour les bénéficiaires et d'injustice pour les autres. Celle-ci pourrait être accompagnée d'un nouveau rapport à l'embauche, où le CV doit être focalisé uniquement sur les points réellement utiles à l'emploi convoité. (CV anonyme?).

Puis une nouvelle manière de voir les rapports homme-femme, qui passe par un traitement pragmatique de la question des genres et des constructions sociales. Ce point précis sera largement abordé dans la deuxième partie de ce dossier - dédiée au genre.

§4. Une remise en question nécessaire de la société individualiste et des logiques capitalistes

Dernière phase et pas des moindres de cette transformation politique: identifier le problème et ses racines. Quand depuis les trente glorieuses, on tombe dans une société consumériste, le rapport des individus à autrui a changé. Ce que l'on croit interpréter comme étant du bonheur est accessible rapidement, à travers un simple échange marchand. Dans un même temps, la mondialisation dérégulée commence à faire effet. Les pays entrent en concurrence au niveau des coûts salariaux, et cette même concurrence se retrouve au sein de la classe prolétaire d'un même pays. La doxa économique, à partir de Reagan et Thatcher, incite les états à de moins en moins s'investir au-delà des domaines dit régaliens. Et avec les politiques de rigueur, même ces domaines pâtissent d'un manque d'investissement.

Parallèlement enfin, un système de caste se met en place. L'oligarchie néolibérale se résume en trois piliers:

* des politiciens corrompus par des conflits d'intérêts avec le grand patronat mènent des politiques tournés vers ce dernier. Privatisations, renvoi d'ascenseur, assistanat financier illégitime,...

* une classe médiatique presque entièrement acquise à la cause de ce système, dont l'action est encadrée par des lois prévues à cette effet, telle la loi Urvoas qui limite la possibilité pour des candidats anti-systèmes d'émerger. Financée par des milliardaires d'apparence progressiste (Xavier Niel, feu Pierre Bergé, etc), cette classe médiatique ne va pas pour autant fuir la complaisance avec des discours aux antipodes de leurs valeurs progressistes, essentiellement afin de faire monter un adversaire facilement attaquable avec des considérations morales simples à comprendre (faire barrage au racisme, etc)

* un verrou social créé par le réseautage et le piston, où le monopole des grandes écoles sur le marché des hautes fonctions publiques et privées permet une reproduction des élites. L'ascenseur social est alors cassé, entraînant de ce fait la naissance d'un certain déterminisme social.

Avec une telle situation, certains comportements sont ainsi facilités. Si le racisme a toujours existé dans toutes les sociétés, notamment pour justifier la traite des esclaves africains (encore une chose qui profita au système bourgeois), l'existence d'un monde tel que le notre est propice à une concurrence féroce entre êtres humains et à un repli identitaire.

En l'absence d'un état capable de défendre un idéal unifiant la société (à tout hasard, l'idéal universaliste et humaniste), des réflexes communautaristes se mettent en place.

En l'absence de protectionnisme et d'une vision saine de l'immigration (qui consiste à aider les pays à se développer pour limiter l'immigration économique), les gens voient l'étranger comme celui qui vient voler leur travail. Et tant qu'aucune politique sérieuse d'intégration n'est menée dans les banlieues, ils verront aussi les populations immigrées comme des sources d'insécurité, les jugeant qu'à travers les actions d'une minorité.

Enfin, avec la présence d'impostures anti-racistes comme Dominique Soppo d'SOS racisme aux convictions antiracistes bien sélectives, de médias comme AJ+ qui mettent de l'huile sur le feu alors qu'eux même dépendent de financements d'esclavagistes [26], le débat est rapidement confisqué.

Avec l'affaire Traoré, qui a vécu sa renaissance au moment où je finissais ces lignes, on voit une fois de plus que les antiracistes sont un vrai danger pour les populations «racisées» des quartiers, en défendant une mafia familiale qui a apporté plus de mal que de bien à tout un quartier. Ces mêmes antiracistes qui viennent accuser un CRS de traître parce qu'il est noir montrent bien que cette manière de voir le monde, en se basant notamment sur une sociologie que personne ne peut contester à moins d'avoir un master dans ce domaine, ne mènera nulle part si ce n'est peut-être à la guerre civile.

L'autre volet de ces oppressions, concernant les questions d'orientation sexuelle et de genres, dépend aussi largement de cette société actuelle. Dans une société non-individualiste, la question de porter sa sexualité comme un étendard n'aurait pas lieu d'être, pas plus que les jugements illégitimes sur l'orientation sexuelle d'autrui.

L'avantage d'une société universaliste, c'est qu'elle marque la différence entre vie privée et vie publique. Ce changement de modèle sociétal, s'il s'accompagne des évolutions éducatives mentionnées avant, peut permettre à chacun de vivre comme il le sent. De nos jours, la société dans laquelle nous vivons dépend beaucoup du paraître. Cette dictature de l'apparence, que l'on peut rapprocher d'une tendance à marchandiser l'être humain (il faudrait savoir se vendre à son employeur, etc.), joue beaucoup dans la manière dont on parle de sa vie privée, et dont on se fait juger sur cette dernière. Il est temps de resacraliser un minimum cette vie privée, afin qu'aucun militant ne puisse se sentir légitime à venir traiter un hétéro de transphobe parce qu'il n'est attiré que par des femmes biologiques, un «blanc» de raciste parce qu'il n'est attiré que par les femmes «blanches». Ni l'extrême-droite conservatrice, ni l'extrême-gauche moraliste n'ont un mot à dire sur le choix du compagnon de vie d'autrui, parce que ce choix dépend d'un domaine inaccessible à la critique politique, la vie privée.

La question du genre est néanmoins bien plus complexe, aussi ce dossier connaîtra-t-il une seconde partie dédiée exclusivement à ça.

Sources et notes de bas de page:

- [1] <https://www.flair.be/fr/lifestyle/societe/transphobe-ace-ventura-une-internaute-accuse-et-appelle-netflix-a-le-censurer/>
- [2] <https://www.parismatch.com/Culture/Medias/Polemique-apres-une-blague-sur-la-Shoah-de-Laura-Laune-diffusee-au-JT-de-France-2-1444511>
- [3] <https://www.youtube.com/watch?v=MopIQ2IWJPo>
- [4] <https://www.marianne.net/societe/sondage-sur-l-homosexualite-un-gouffre-separe-les-musulmans-du-reste-de-la-population>
- [5] <https://www.gouvernement.fr/bilan-2018-des-actes-racistes-antisemites-antimusulmans-et-antichretiens>
- [6] <https://www.lefigaro.fr/international/2019/01/16/01003-20190116ARTFIG00233-les-persecutions-envers-les-chretiens-augmentent-dans-le-monde.php>
- [7] Dans son livre intitulé «le multiculturalisme comme religion politique» <https://books.google.fr/books?id=lxSCDwAAQBAJ&hl=fr>
- [8] <https://www.rtbf.be/tarmac/> - vidéo ici: <https://www.youtube.com/watch?v=Nz7eWpJtB9E>
- [9] https://www.youtube.com/watch?v=Ubk_SkJgRfg
- [10] voir notamment dans le Code de la santé publique
- [11] Voir entre autre Crime et Punishment in Black America de James Forman Jr.
- [12] Alexandre Langlois, l'ennemi de l'intérieur, Talma Studios, 2019. Un ouvrage qui fut un de mes livres de chevet de ce début d'année, d'où ces précisions encourageant son achat.
- [13] https://fr.wikipedia.org/wiki/Droits_LGBT_dans_le_monde
- [14] <http://www.leparisien.fr/hauts-de-seine-92/lyes-22-ans-homo-a-genevilliers-les-crachats-c-est-pire-que-les-coups-16-05-2018-7719909.php>
- [15] <http://www.leparisien.fr/faits-divers/meurtre-de-vanesa-campos-fin-de-cavale-pour-le-tireur-presume-19-01-2019-7992381.php>
- [16] <https://www.lci.fr/justice/agresseur-de-julia-boyer-condamne-le-proces-symbolique-de-la-transphobie-mais-a-quel-prix-2121906.html>
- [17] <https://www.youtube.com/watch?v=vR8H5SExKvY>

[18] https://fr.wikipedia.org/wiki/Affaire_Mila

[19] https://www.liberation.fr/checknews/2019/07/12/quel-est-le-bilan-judiciaire-des-agressions-du-reveillon-2015-a-cologne_1738995

[20] <http://leplus.nouvelobs.com/contribution/1468872-cologne-condamnons-ce-qui-doit-l-etre-les-violences-faites-aux-femmes.html>

[21] https://www.liberation.fr/debats/2017/09/26/contre-la-penalisation-du-harcelement-de-rue_1599121

[22] <https://www.valeursactuelles.com/societe/haine-indigene-de-service-mehdi-aifa-attaque-apres-sa-tribune-dans-valeurs-actuelles-118636>

Et histoire d'être clair, je ne cautionne pas pour autant la ligne éditoriale de ce journal pour lequel j'ai souvent du mépris. Mais une source est une source.

[23] <https://www.irrecuperables.org/on-fait-quoi/accointances-de-certaines-associations-lgbti-avec-lextrême-droite-en-france-en-finir-avec-les-silences-complices>

[24] https://www.liberation.fr/debats/2016/02/24/on-peut-rire-de-tout-mais-on-peut-aussi-arreter-de-citer-desproges-n-importe-comment_1435056

Un article pas du tout objectif de Libération sur la célèbre citation de Desproges et sa compréhension. On retiendra néanmoins que les bases de ce débat sont clairement identifiées et l'article permet assez bien d'approfondir cette question de l'humour aujourd'hui.

[25] https://www.youtube.com/watch?v=Aq2XboD-q_U

[26] Voir notamment cette vidéo du vidéaste Tommy Lasserre <https://www.youtube.com/watch?v=qsAHZezYUic>